



Partie du projet de recherche *Comparer la corruption dans les nouvelles démocraties* financé dans le cadre de la coopération :



APPEL À COMMUNICATIONS

COLLOQUE INTERNATIONAL

Scandales de corruption politique et société civile dans les pays d'Europe centrale et orientale : médias, lanceurs d'alerte, organisations civiques

Nouvelle Université Bulgare, Université de Bucarest, Université d'Avignon

Sofia, 9- 10 novembre 2017

Cet appel à contributions s'inscrit dans les travaux conjoints des équipes de la Nouvelle Université Bulgare, du centre Norbert Elias de l'Université d'Avignon et de l'Université de Bucarest dans le cadre du projet « Comparer la 'corruption' politique aujourd'hui dans les nouvelles démocraties » (17-AUF-ANCS-IFA, août 2016-décembre 2017)¹ déroulé par le CEREFREA et la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest. Un premier colloque « Dénonciations et pratiques de corruption politique dans les nouvelles démocraties »² a été organisé par l'équipe du projet de recherche à Bucarest en novembre 2016 réunissant des analyses pluridisciplinaires, de sciences politiques et historiques et qui a eu comme objet d'étude le rôle et les actions des acteurs politiques et des institutions dans la définition de la corruption, de sa dénonciation et de la lutte contre la corruption politique.

Les scandales de corruption marquent par leur fréquence la vie politique des nouvelles démocraties en Europe centrale et orientale et représentent une caractéristique importante des scènes médiatiques et politiques. La révélation et la dénonciation de très nombreuses « affaires » ou des « *gates* », comme le langage populaire et journalistique les dénomme souvent, déferlent régulièrement dans l'espace public et attisent les attitudes contestataires et protestataires vis-à-vis des institutions, des élites et des partis politiques. Souvent, parmi les plus stigmatisés pour corruption politique sont les élites et les partis politiques liés à l'ancien régime communiste. Les scandales de corruption révélés au grand jour désavouent et délégitiment des personnalités et des partis politiques. La « Rywin gate » en Pologne en 2001 a été un facteur non négligeable de la défaite ultérieure de l'Union de la gauche démocratique SLD. Plusieurs dénonciations et affaires révélées ont touché les socialistes hongrois, bulgares, roumains etc. Cependant, les partis et les élites de la droite anticommuniste ne sont pas à l'abri des scandales de corruption, comme le montrent les « gates » en Bulgarie, l'« Affaire Gorilla » en Slovaquie ou les nombreux procès contre les hommes politiques en Roumanie. Dans la période actuelle, la perception d'une corruption omniprésente renforce des attitudes anti-establishment, antisystèmes et antidémocratiques. Même si l'issue judiciaire des affaires dénoncées n'est pas toujours certaine, les affaires ont souvent pour effet la déstabilisation des organisations partisans, des institutions et apportent à la volatilité électorale et à la défiance envers les institutions de la démocratie libérale.

En même temps, les scandales de corruption politique sont loin d'être l'apanage des nouvelles démocraties postcommunistes. Au contraire, ils sont une donnée banalisée dans les démocraties dites établies. Les cas italien, français ou belge n'en sont qu'un exemple. Les scandales de corruption politique ne sont pas non

¹ Pour en savoir plus : <http://www.villanoel.ro/ccpnd>

² Pour en savoir plus : <http://www.villanoel.ro/evenimente-det/vrs/IDev/256>

plus une invention de la période postcommunisme. Dans l'optique de la longue durée, les études ont montré que la politisation des pratiques qui auparavant n'étaient pas jugées comme faits de corruption et les scandales de corruption politique apparaissent avec la modernisation au début du XIX^e siècle. « *Devenus des phénomènes récurrents dans de nombreux pays, les scandales de corruption et les affaires politico-financières sont considérés à l'heure actuelle comme des faits communs (...) ils constituent des « événements indicateurs » des changements – politiques, économiques mais aussi culturels – à l'œuvre dans nos sociétés.* » (I. Engels et F. Monier, *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Armand Colin, 2014, p. 13)

Cependant, la question se pose sur les spécificités des scandales de corruption dans les nouvelles démocraties, pendant ou après des processus de transitions démocratiques. Quel est le rôle des dénonciations dans ces contextes spécifiques ? Que révèlent ces phénomènes des évolutions des sociétés, des valeurs et des régimes politiques ?

Depuis que la corruption politique, révélée par les scandales médiatisés, a été érigée en objet d'étude à part entière par les sociologues du politique (Ford 1904, Pareto 1917), la question des définitions et des approches méthodologiques de ces phénomènes a revêtu une grande importance. La redécouverte de ces questions à partir des années 1970 a amplifié ces tendances intellectuelles dans différentes disciplines, en particulier en sciences politiques, en économie et en sociologie. Les controverses sur les définitions ont suscité ce que certains ont nommé une « grande querelle » (Farrales, 2005). Les travaux d'A. Heidenheimer et M. Johnston, qui ont surplombé la scène intellectuelle des années 1970 aux années 2000, ont défini de nouvelles notions explicatives et ouvert des pistes neuves (Heidenheimer, Johnston 1996). On peut estimer que, depuis les années 2000, deux grandes tendances existent en histoire et dans les sciences sociales du politique à ce sujet.

Ainsi, l'une des hypothèses principales des concepteurs du projet de recherche Anticorrp (2013-2016), soutenu par la Commission européenne, est que, « far from being only a modern and Western ideal, the concept of good government existed at all times and in all cultures, and mechanisms to fight what was seen to be corruption went hand in hand with it³. Dans cette optique, il existe des tendances réputées objectives à l'augmentation ou à la diminution historique de la corruption⁴.

Par contraste, d'autres chercheurs ont développé, depuis une dizaine d'années, des cadres d'analyse alternatifs, souvent qualifiés de constructivistes (Dirk Tanzler, Konstadinos Maras, Angelos Giannakopoulos and Ralf Rogowski, 'The Social Construction of Corruption: Theoretical Reflexions'²⁰¹² : 21, 22; Gjalt de Graaf, Pieter Wagenar, Michel Hoenderboom, "Constructing corruption", in de Graaf, von Maravic, Wagenar eds., *The good cause. Theoretical perspectives on corruption*, B. Budrich, 2010, 98 sequentes). L'enjeu est bien souvent de comprendre ce que les acteurs entendent par corruption, et de pointer d'un côté les évolutions des pratiques d'intérêts et de pouvoir, et, de l'autre côté, les glissements de sens de la notion de corruption, selon les acteurs, les lieux et les moments. En un mot, la corruption n'est pas une catégorie d'analyse à harmoniser, mais un concept, central et changeant, de nos modernités politiques.

Cet appel à communications est bâti par des chercheurs partisans d'approches réputées constructivistes. Celles-ci méritent d'être discutées, et l'on accueillera avec plaisir les contributions qui se proposent de le faire.

L'attention spéciale portée sur les scandales de corruption politique dans les pays d'Europe centrale et orientale et sur le rôle et les actions des différents acteurs de la société civile vise à réunir de nouvelles analyses, des cas d'étude empiriques ou des analyses comparées afin de prolonger et d'enrichir les discussions et les études déjà réalisées sur les conceptions et les constructions discursives de la « corruption politique », ses articulations sociales et politiques, ainsi que des acteurs de la dénonciation de la corruption issus de la société civile.

³Anticorrp: anticorruption policies revisited. Global trends and European responses to the challenge of corruption, work package 2: history of corruption in comparative perspective, http://anticorrp.eu/work_packages/wp2/

⁴Le 2^e objectif scientifique du projet Anticorrp est : to „create a panel data-set of indicators allowing the tracing of corruption levels over time by country and region“, <http://anticorrp.eu/project/objectives/>

Nous invitons des propositions de communications en science politique, histoire, sociologie ou pluridisciplinaires sur les scandales de corruption politique et le rôle et les stratégies de dénonciation venant des acteurs de la société civile dans les pays d'Europe centrale et orientale. **Les contributions doivent être centrées sur deux périodes : la période communiste ou après la chute des régimes communistes.**

Sont délimités ici deux axes principaux :

Un premier axe : études de cas ou analyses comparées de scandales

Qui, quand, avec quelles motivations, quels moyens et dans quels objectifs dénonce-t-il un scandale de corruption ? Le timing d'un scandale de corruption politique est rarement dû au hasard. Il est souvent lié à plusieurs facteurs dont l'épuisement des seuils de tolérance, l'instauration de nouvelles règles et normes ou le renforcement de nouvelles cultures politiques. Nous soulignons l'importance de l'analyse du contexte d'un scandale politique, des motivations et des objectifs des dénonciateurs, des moyens et du style déployés pour la « mise en scène » d'un scandale de corruption politique, de sa médiatisation, des stratégies et de la portée de l'acte de la dénonciation. Comme le souligne Olivier Dard, les scandales de corruptions peuvent avoir comme stratégie la dénonciation « au nom de la défense de valeurs morales » ; leurs fonctions varient aussi : « non seulement fustiger des dysfonctionnements, exprimer une indignation et réclamer des sanctions, mais aussi « faire le procès de l'ancien contre le nouveau, d'héritages nauséabonds qui referaient surface et qu'il convient de balayer » (Olivier Dard : 2014, 277-178).

Un deuxième axe : études de cas ou analyses comparées d'acteurs de dénonciations

Quand un acteur dénonce un scandale de corruption politique, s'agit-il de dénoncer un acte concret seulement ou de stigmatiser ses protagonistes, rejeter toute une culture ou famille politique ? Celui qui dénonce se positionne-t-il comme un acteur neutre, comme expert, ou s'inscrit-il et se revendique-t-il d'une position morale hors normes, politique ou idéologique ?

Nous délimitons ici trois catégories larges d'acteurs de dénonciations : les médias, les lanceurs d'alerte et des organisations civiques. En réalité ces acteurs peuvent se chevaucher et superposer mais chacune de ces catégories a ses propres caractéristiques.

- **La sphère médiatique** est plurielle : la télévision et des émissions spécialisées d'enquêtes ; la presse écrite, les nouveaux média et les média on-line ; le journalisme d'investigation
- **La catégorie de « lanceurs d'alerte »** est elle aussi large : des journalistes, des écrivains, d'anciens responsables politiques, de justice de la police, etc.
- **Les groupes civiques** comprennent des ONG spécialisés ou des groupes créés ad hoc sur un problème de corruption concret.

Les propositions de communications d'un résumé du contenu et du cadre théorique de 300 mots maximum sont à envoyer à frederic.monier@univ-avignon.fr, petiagueorguieva@gmail.com, alexandra.ionascu@fspub.unibuc.ro

Date limite de soumission des propositions : 31 mars 2017

Date de la décision du comité scientifique : 30 avril 2017

Comité scientifique :

Alexandra Iancu, Université de Bucarest, Roumanie
Anna Krasteva, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Anna Pacześniak, Université de Wroclaw, Pologne
Antony Todorov, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Evelina Staykova, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Frédéric Monier, Université d'Avignon Centre Norbert Elias, France
Ildiko Otova, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Ivaylo Ditchev, Université de Sofia, Bulgarie
Jean-Michel De Waele, Université libre de Bruxelles, Belgique
Katia Hristova-Valtcheva, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Michel Perrotino, Université Charles, République tchèque
Olivier Dard, Université Paris Sorbonne, France
Petia Gueorguieva, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Silvia Marton, Université de Bucarest, Roumanie
Sorina Soare, Université de Florence, Italie
Stéphane Durand, Université d'Avignon Centre Norbert Elias, France
Valentina Gueorguieva, Université de Sofia, Bulgarie

Comité d'organisation :

Petia Gueorguieva, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Katia Hristova-Valtcheva, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Antony Todorov, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Evelina Staykova, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Ildiko Otova, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie
Anna Krasteva, Nouvelle Université Bulgare, Bulgarie